

PAR COURRIER ÉLECTRONIQUE

Québec, le 21 octobre 2021

AUX DIRECTRICES, DIRECTEURS DE SANTÉ PUBLIQUE

Mesdames,
Messieurs,

La gestion des exemptions au passeport vaccinal est un dossier qui pose plusieurs enjeux auprès des DSPublique. Dans ce contexte, nous vous proposons des modalités de suivi des dossiers que vous pourrez utiliser à votre convenance.

Par ailleurs, nous tenons à préciser que le suivi à l'usager est primordial et obligatoire et doit être fait par le médecin ou l'IPS signataire de l'annexe. Afin de soutenir ces derniers dans la communication auprès de leur patient, vous pourriez mettre en place des modalités de suivi du dossier telles que :

1) RÉCEPTION DE L'ANNEXE

2) ÉVALUATION DE LA SITUATION

Est-ce que la situation aurait dû faire l'objet d'une déclaration de MCI?

a) Si oui, est-ce qu'elle a été faite?

- i. Si oui, l'enquête de la DSPublique déterminera si l'exemption est accordée ou non.
- ii. Si non, retour au médecin pour demander de faire la déclaration de la MCI avec le formulaire prévu à cet effet, [Rapport d'une manifestation clinique grave ou inhabituelle après une vaccination](#).

b) Si non, passer à l'étape suivante pour la prise de décision.

3) PRISE DE DÉCISION

❖ Exemption accordée

a) Inscription dans SI-PMI

b) Retour au médecin ou à l'IPS en mentionnant que l'exemption est inscrite au registre de vaccination et que la personne peut aller chercher son passeport vaccinal sur le

portail libre-service. Informer le médecin ou l'IPS de s'assurer de faire le suivi auprès du patient, car la demande sera fermée à la DSPublique.

❖ Exemption refusée

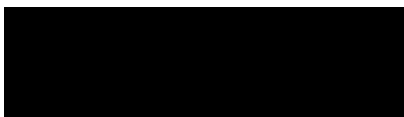
- a) Retour au médecin ou à l'IPS à l'aide d'une lettre type qui doit comprendre minimalement les éléments suivants :
 - i. Coordonnées de l'utilisateur;
 - ii. Raison de la demande d'exemption;
 - iii. Décision de la DSPublique;
 - iv. Explications de la décision afin d'aider le médecin ou l'IPS à expliquer adéquatement la décision à son patient, par exemple :
 - L'absence de contre-indication aux deux classes de vaccins contre la COVID-19, car l'anaphylaxie à la suite d'un vaccin d'une classe n'est pas une contre-indication à l'autre classe de vaccins,
 - La manifestation clinique que vous décrivez n'est pas une contre-indication à recevoir une dose subséquente de vaccin contre la COVID-19,
 - La condition clinique que vous décrivez chez votre patient n'est pas une contre-indication aux vaccins contre la COVID-19. La plupart des conditions cliniques sont en fait des indications de la vaccination, car la maladie COVID-19 comporte des risques beaucoup plus élevés de complications chez ces patients;
 - v. Un numéro de téléphone ou une adresse courriel pour que le médecin ou l'IPS puisse communiquer avec vous en cas de besoin, par exemple en cas de désaccord;
 - vi. La mention suivante : Merci de vous assurer de faire le suivi auprès de votre patient. La demande est fermée à la Direction de santé publique.
- b) D'autres éléments à considérer pour soutenir l'évaluation des risques et des bénéfices de la vaccination par le médecin ou l'IPS pourraient être inclus dans la lettre type, par exemple :
 - i. Une personne non adéquatement protégée contre la COVID-19 court plus de risque de faire la maladie et d'avoir des complications. Consultez [*COVID-19 et signes et symptômes physiques ou psychologiques persistants \(COVID longue\)*](#) pour en connaître davantage sur la maladie et les complications de la COVID-19.
 - ii. Pour connaître les contre-indications des vaccins contre la COVID-19, consultez le [*Protocole d'immunisation du Québec*](#) (PIQ).
 - iii. Une MCI grave suivant la vaccination n'implique pas nécessairement que le vaccin est responsable.
 - iv. Le [*Collège des médecins*](#) a rappelé à ses membres que le médecin ne doit, en aucune circonstance et sous aucun prétexte, fournir un soin ou délivrer une

ordonnance si ceux-ci ne sont pas médicalement nécessaires. Le Collège les réfère à la lettre du MSSS et à [*L'Annexe : Attestation de contre-indication à l'ensemble des vaccins contre la COVID-19 ou situation particulière ne permettant pas d'administrer de vaccin contre la COVID-19.*](#)

- v. Sur sa page Internet [Délivrer un certificat : rappel de la syndique](#), l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec a rappelé à ses membres que l'infirmière ou l'infirmier doit s'abstenir de délivrer à quiconque et pour quelque motif que ce soit un certificat de complaisance ou des informations qu'il sait erronées.
- vi. L'Association canadienne de protection médicale a produit une *Foire aux questions* [Exemptions aux exigences inhérentes à la pandémie de COVID-19.](#)

Veillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Le directeur national de santé publique
et sous-ministre adjoint,



Horacio Arruda, M.D., FRCPC

c. c. Monsieur Daniel Paré, DGGEOP – MSSS
Madame Josée Dubuque, DGSP – MSSS
Madame Marie-Ève Bédard, DGSP – MSSS

N/Réf. : 21-SP-01030